Le pouvoir et l'opposition à Madagascar sous la Première République (1960-1972)

Lucile Rabearimanana
Université d'Antananarivo, Madagascar

L'indépendance proclamée en juin 1960, les revendications politiques des Malgaches allaient-elles cesser faute de cheval de bataille, puisque l'aspiration suprême venait d'être satisfaite ? L'enthousiasme manifesté par les populations pour le statut nouveau retombe vite. Force est de constater, pour celle-ci, que fondamentalement rien n'est changé par rapport au régime précédent. Les structures économiques de la colonisation restent en place. La capitation et l'impôt sur les bœufs continuent d'être réclamés aux contribuables. Des assistants techniques français peuplent toujours les ministères et les bureaux de l'administration à différents échelons. Pire encore : les libertés démocratiques, qui ont présidé aux activités politiques sous la Loi-cadre deviennent de nouveau un objectif et non une réalité pour ceux qui ont milité pour l'émancipation depuis 1945. A l'effervescence des dernières années de la décolonisation succède ainsi une période de contraction de la vie politique mais qui n'empêche pas les nationalistes de s'organiser, d'orienter la lutte en vue d'une amélioration des conditions d'existence de la population et vers une affirmation de l'identité malgache.

Progressivement, on assiste à une décantation au niveau des partis, avec la domination de celui qui monopolise le pouvoir à différents niveaux pendant toute la Première République, le parti social démocrate, tandis que l'opposition comprend le Parti du Congrès de l'indépendance (AKFM) et le MONIMA (Madagascar aux Malgaches). Chaque partie choisit son camp : si l'une choisit absolument celui de l'Occident, l'autre milite sans ambages pour l'avènement du socialisme à Madagascar et se rapproche des pays de l'Est. Le PSD régnant en maître dans l'ensemble du pays, inondant villes et campagnes de ses sections, les rouages de l'administration lui étant soumis, l'on serait tenté de conclure à une paralysie de la vie politique en général à celle de l'opposition en particulier. Effectivement, celle-ci, pourchassée de tous côtés, s'exprime difficilement par la presse et surtout, ne parvient pas à accéder aux sièges de l'Assemblée nationale (à part trois représentants de la population de la capitale), les élections n'étant pas libres. Cependant des sections de l'AKFM et du MONIMA se forment dans les différentes régions, en milieu urbain comme dans certaines campagnes, recru-

tant ses militants parmi la petite bourgeoisie surtout, et parmi des couches sociales plus populaires et des membres de l'élite intellectuelle notamment pour le second parti. Faute d'une alternance démocratique par les urnes, le mécontentement des populations, provoqué par le maintien des structures administratives et économiques coloniales, par la détérioration des conditions d'existence des populations surtout en milieu rural, par la permanence d'un régime autocratique qualifié de néo-colonial, ne peut emprunter que des voies illégales pour s'exprimer et mettre fin à l'oppression.

Dans l'opposition au pouvoir PSD, le rôle de Tananarive s'avère incontestable dans la mesure où elle jouit d'une tradition de luttes politiques vieille de plusieurs décennies et bénéficie d'une certaine marge de liberté pour s'exprimer et communiquer aussi bien avec le reste du pays qu'avec les « camarades » de l'étranger. La petite bourgeoisie de l'AKFM est relayée en province par les membres d'une élite côtière dynamique associés à des migrants *merina* commerçants, artisans, planteurs, plus rarement des fonctionnaires. La littérature coloniale les dénomme « évolués », mais leur base sociale et ethnique s'élargit, ce qui dément le préjugé têtu qui prétend attribuer une appartenance merina à l'opposition au PSD tandis que les membres de ce parti se recruteraient plutôt chez les côtiers. Au MONIMA, à ces couches de la société s'ajoutent des dirigeants issus des notables locaux ou des travailleurs aux conditions d'existence misérables. Bref, malgré un environnement politique difficile voire hostile, les populations malgaches font preuve d'un dynamisme incontestable face à un régime dont les modes de gouvernance n'attestent aucun changement par rapport à la colonisation, ou même s'avèrent plus nocifs pour les citoyens.

1. UNE VIE POLITIQUE CONDAMNEE A LA LETHARGIE ?

L'ambiance politique où vivent les Malgaches à partir de la proclamation de l'indépendance diffère sensiblement de celle qui régnait durant la Loi-cadre. Indépendance n'implique pas instauration de la liberté, comme beaucoup le pensaient et l'espéraient. Si la Première République malgache est unitaire, et non fédérale, ce qui correspond au souhait des nationalistes réunis au congrès de Tamatave en mai 1958, par contre, elle ne brille pas du tout par son caractère démocratique. L'échiquier politique s'en trouve rétréci, d'autant plus qu'on assiste à un repositionnement des principaux acteurs par rapport au nouveau régime. Certains rejoignent les rangs du PSD, dirigé pourtant par leurs adversaires d'hier, et pas des moindres : deux des trois parlementaires MDRM condamnés par suite de l'insurrection de 1947 participent au pouvoir. D'autres, les plus nombreux, forment l'opposition à ce dernier, rassemblés dans deux grands partis, l'AKFM et le MONIMA, qui bénéficient d'une audience nationale et connaissent une grande longévité. Mais l'absence de démocratie les voue à rester hors des instances électives.

A - Absence de libertés démocratiques :

L'évolution qu'enregistre la presse écrite constitue un premier élément révélant la régression des activités politiques sous la Première République par rapport à la situation durant la Loi-cadre. De quelque 200 titres paraissant entre 1956 et 1959, elle

n'en comprend plus qu'une vingtaine dix ans après[1]. Il est vrai que l'obtention de l'indépendance contribue à démobiliser certains hommes politiques et journalistes purement opportunistes actifs durant la période précédente. Mais cette compression des activités journalistiques s'explique surtout par l'application de la loi du 15 février 1959 régissant la presse. Votée par une assemblée nationale dominée par le PSD et l'UDSM soucieuse de bâillonner la presse nationaliste qui critique les positions modérées du pouvoir sur le plan politique, la nouvelle législation instaure le dépôt légal et une censure effective qui ne dit pas son nom, et permet la saisie des numéros des journaux déjà vendus en kiosque. Aussitôt cette loi adoptée, le Syndicat de la Presse de Madagascar montre sa désapprobation et dénonce les conditions difficiles auxquelles la profession allait être confrontée. Une journée de grève est même organisée le 28 février par les journalistes de Tananarive pour sensibiliser les Malgaches sur le danger que la législation fait courir non seulement à la presse mais encore aux libertés démocratiques en général. Mais il a fallu attendre la chute de la Première République pour que la liberté d'expression règne à nouveau dans le pays, entre 1972 et 1975. Les journaux malgaches des années 1960, qui paraissent presque exclusivement dans la capitale en viennent à pratiquer une autocensure, ce qui favorise d'ailleurs le fait que l'AKFM, propriétaire de certains d'entre eux, adopte en général des positions politiques et un ton volontiers conciliant vis à vis du pouvoir. Les rédacteurs de *Tolona* (lutte, combat), organe du MONIMA, par contre, plus hardis dans leurs propos, sont plus exposés aux foudres du gouvernement et subissent arrestations et paiements d'amendes, vouant le journal à des interruptions de parution. Toujours est-il que la presse d'opinion de ces années 1960 reste fortement engagée dans les luttes politiques, qu'elle est rattachée aux deux partis d'opposition et que, pour ses rédacteurs comme pour ses lecteurs, elle constitue une manifestation d'un militantisme bien vivant et matériellement désintéressé. Dans ce domaine de la tradition d'opposition, la Première République s'apparente plus à la période coloniale qui la précède qu'à celles qui lui succèdent.

Concernant les autres médias, la radio et la télévision, les Malgaches en sont dotés. Mais il s'agit seulement d'instruments de propagande pour le parti au pouvoir et ses dirigeants, lesquels accaparent ces chaînes d'Etat. Radio Madagascar peut s'entendre dans l'ensemble du pays, même en milieu rural, surtout depuis 1963 où le président Tsiranana, conscient de l'importance du rôle de ce moyen d'information chez une population comportant beaucoup d'illettrés, lance « l'opération transistor ». L'engouement des populations pour cette nouveauté, qui constitue aussi une forme de loisirs inconnue de beaucoup jusque là, est immédiat. Le pouvoir en profite pour donner la part du lion à des informations unilatérales et à des émissions mettant en exergue les actions entreprises par les différents ministères et services administratifs, et les activités « philanthropiques » du « père de l'indépendance » et de son parti. L'opposition, par contre, semble muette et absente, en tout cas, de la radio et de la télévision malgaches de l'époque, n'ayant guère voix au chapitre. D'ailleurs, « faire de la politique » en dehors de Tananarive, c'est à dire s'opposer au régime en place, relève de la gageure.

Tananarive, pépinière de l'élite intellectuelle occidentalisée de ce pays depuis le XIX^e^ siècle et berceau du nationalisme malgache dès les débuts de la colonisation

[1] L. Rabearimanana, « Un grand journal malgache : Ny Fandrosoam-baovao », *Omaly sy Anio*, n° 9, 1979, p. 7-40 ; Ch. Cadoux, *La République malgache*, Paris, Berger Levrault, 1969, 238 p.

conserve, par la suite, sa place de bastion de l'opposition à ce régime. Sous la Loi-cadre, la commune se dote d'une mairie nationaliste et constitue le seul cadre votant massivement pour le non au référendum de septembre 1958. Cette tradition d'opposition se poursuit lorsque, pendant plus de 20 ans, elle est dirigée par l'AKFM, constituant par là même, un îlot non contrôlé par les tenants de la Première République. Elle abrite non seulement des sections de ce parti mais encore celles du MONIMA, ainsi que leurs organes de presse respectifs, qui y diffusent une bonne partie de leur tirage également, l'administration acquise au pouvoir en général contrôlant la distribution dans le reste du pays. C'est tout logiquement qu'une opinion publique se forme et s'exprime dans la capitale, dans ces journaux, à l'occasion des congrès et des différentes manifestations organisées par l'AKFM, dans les années 1950 et dans la décennie suivante. La population s'intéressant aux activités politiques, participe activement aux campagnes électorales et toutes fraudes durant les opérations s'avèrent difficiles sinon impossibles pour le tout puissant PSD[2]. Cette liberté de manoeuvres des organisations politiques de l'opposition, cette aisance des citoyens tananariviens pour exprimer leurs idées, pour manifester leurs aspirations ne peuvent guère bénéficier aux autres habitants. L'administration du nouvel Etat indépendant régit l'ensemble des activités politiques, sociales voire l'existence même de la population.

B - Une administration autocratique :

Sous la Première République, on assiste à une reprise en main des campagnes malgaches par l'administration, comme elle l'a déjà effectuée au lendemain de l'insurrection de 1947. L'érection des communes rurales consacre la quasi-monopolisation du pouvoir par le PSD dès la fin des années 1950. A l'époque, plusieurs chefs lieux de province portent à leur tête des maires ou des adjoints qui sont des personnalités autochtones acquises au nationalisme depuis 1945 et opposées à cette Première République qui favorise le maintien du statu quo antérieur. Monja Jaona et le MONIMA dominent la ville de Tuléar, Bezara Justin et ses camarades de l'Union du peuple malgache (UPM), de la CGT et de la FISEMA, celle de Diégo Suarez, et Bezaka Alexis et le CAPSIM parviennent à se faire élire à Tamatave. Quant à Antsirabe, deuxième ville des Hautes Terres centrales, de tradition nationaliste elle aussi, elle choisit à sa tête un autre nationaliste de longue date, le docteur Emile Rasakaiza, ancien membre du Parti démocratique malgache (PDM) entre 1946 et 1948 et qui fonde les sections du MONIMA dans la ville. Mais dès le début des années 1960, le PSD parvient à éliminer, de manière plus ou moins légale, toutes les équipes municipales qui s'opposent au pouvoir central et à contrôler toutes les communes urbaines ou rurales du pays. Dans les villes traditionnellement acquises à la contestation du régime colonial, un certain frémissement politique peut encore se percevoir en temps ordinaire, mais dans les campagnes, les populations, étroitement contrôlées et surveillées par les maires et les chefs de canton sont condamnées à une léthargie politique forcée. Toute activité politique en dehors de celle de PSD est pratiquement inexistante car prohibée par l'administration. Tout se passe comme si le parti se confondait avec le pouvoir établi et avec les institutions de la République. L'information extérieure à celle des médias de l'Etat et des journaux pro-PSD est systématiquement éloignée des citoyens. Les abonnés à la presse d'oppo-

[2] L. Rabearimanana, *Madagascar sous la Ire République (1959-1972)*, les espoirs déçus, (à paraître).

sition ne reçoivent souvent leurs exemplaires par la Poste qu'avec du retard, ce qui dépouille les journaux d'une grande partie de leurs intérêts, les marchands qui les diffusent subissent les intimidations des fonctionnaires d'autorité. Les populations n'osent pas émettre des critiques contre le pouvoir, d'autant plus que le souvenir de la répression de l'insurrection de 1947 reste encore vivace, ce qui les amène extérieurement du côté du régime en place, quel qu'il soit.

Effectivement, les mêmes hommes occupent les mêmes structures administratives, continuent de sévir sous la Première République. Le même autoritarisme, les mêmes abus de pouvoir aussi, les mêmes humiliations infligées aux populations, notamment lors de la perception des impôts : rien n'est changé par rapport à la période de la colonisation pour les citoyens malgaches. Seuls les hauts responsables de l'administration régionale changent. Préfets, sous-préfets, constituent les nouveaux « rois de la brousse », ayant remplacé les chefs de districts *vazaha*. Pour accéder à des postes de responsabilités dans l'administration ou pour monter en grade, les fonctionnaires doivent adhérer au PSD et s'en faire les propagandistes. Ils ont aussi intérêt à assister à toutes les manifestations du « Parti » pour donner le « bon » exemple aux administrés. Quant aux partis d'opposition, le pouvoir les laisse subsister légalement, pour montrer aux citoyens malgaches et à la face du monde que le multipartisme règne dans le pays ; les apparences sont sauvées.

C - Un multipartisme de façade :

Madagascar bénéficierait-il d'un régime politique plus démocratique que celui dont sont dotés la plupart des pays d'Afrique au lendemain de l'indépendance où règne un parti unique ? Dans les années 1960, même si, le PSD semble recueillir l'adhésion de la grande masse des Malgaches et jouir d'une grande popularité, l'AKFM et le MONIMA se maintiennent contre vents et marées, dans des conditions difficiles. Au lendemain de l'indépendance, on assiste à la disparition de bon nombre de petites formations politiques qui ont proliféré sous la Loi-cadre et dans la perspective d'une indépendance imminente, et à la focalisation des activités sur trois partis politiques aux conditions d'existence bien différentes pour l'un et les autres. Une organisation omnipotente, dominée par un homme non moins puissant à ce niveau comme au sommet de l'Etat, accapare le pouvoir, tandis que les deux autres, bâillonnées, pourchassées sans relâche, essaient de se maintenir malgré tout et de militer pour faire régner leur idéologie.

Le Parti social démocrate est fondé, en décembre 1956, par l'aile gauche du Parti des déshérités de Madagascar (PADESM) créé 10 ans auparavant pour contrebalancer l'envahissement de la vie politique par les partisans de l'indépendance groupés dans le Mouvement démocratique de la rénovation malgache (MDRM). Mais si Philibert Tsiranana considère la scolarisation des masses côtières et la formation d'une élite de même origine comme la condition *sine qua non* de l'avènement d'un statut nouveau pour Madagascar à l'époque, dès le début des années 1950, il se rapproche des nationalistes tananariviens les plus modérés. En 1956, il considère l'avènement de l'indépendance comme inéluctable et le PSD dont il endosse la paternité envisage cette éventualité, quoique à plus ou moins long terme, et en maintenant des liens étroits avec la France. Il rassure, par là même, aussi bien les autorités métropolitaines et locales que la grande colonisation, qui l'assurent de leur soutien actif lors des élections de

1956-1957 et du référendum de l'année suivante. L'influence des « rois » traditionnels, des notables de la côte et des fonctionnaires qui ont retenu la leçon de la répression consécutive à « 1947 » permet aussi au PSD de conquérir la plupart des postes électifs. C'est donc tout logiquement que son président fondateur accède au pouvoir suprême, comme président de la République en 1959. Les quelques ministres nationalistes ainsi que les membres des assemblées provinciales et de l'assemblée représentative de même obédience sont éliminés progressivement et, dès le début des années 1960, au lendemain de l'indépendance, le PSD règne en maître dans toutes les instances électives de Madagascar. Ses dirigeants et même simples membres se retrouvent également dans tous les échelons de la fonction publique. Quant à l'ensemble des citoyens malgaches, ils ont intérêt à montrer patte blanche ou plutôt leur carte du parti avant tout accès aux bureaux de l'administration, pour les demandes de stage ou de bourse pour l'extérieur, par exemple ou tout simplement pour une autorisation de *famadihana* (exhumation). Bien entendu, l'ensemble du pays est inondé des sections du parti et de ses organisations satellites de femmes, de la jeunesse, des artistes…

La genèse et la situation des deux partis d'opposition diffèrent sensiblement de celles du parti au pouvoir. Tous les deux virent le jour en 1958 après la tenue du congrès des nationalistes à Tamatave en mai de cette année[3], et leurs dirigeants ont fait voter pour le non au référendum de septembre. Le MONIMA est formé en juillet à Tuléar, autre ville de la contestation du régime colonial depuis les années 1920, notamment à partir des anciennes sections du MDRM et des cellules de la société secrète Jiny (puis JINA) - elle-même fondée pendant la guerre par le président de ce parti, Monja Jaona. Dès 1959, le MONIMA parvient à étendre son influence dans d'autres régions, où des sections s'implantent, notamment à Tananarive, Antsirabe, Majunga et les petites villes du Nord - Nord Ouest. L'AKFM voit le jour dans la capitale également par suite du congrès de. Tamatave, bénéficiant de l'influence antérieure de l'Union du peuple malgache (UPM, pro communiste) et d'autres organisations nationalistes, et attire aussi d'anciens militants du MDRM. On y discerne deux courants bien distincts : celui des communisants dirigés par Gisèle Rabesahala, secrétaire générale du parti, qui milite depuis la fin des années 1940 dans le groupe et fondatrice du Comité de solidarité de Madagascar en 1950, et celui des nationalistes progressistes représentés par le président, le pasteur Richard Andriamanjato. Cet intellectuel, formé en France, a d'abord milité dans l'Association des étudiants d'origine malgache (AEOM), qu'il représente, en 1955, à la conférence de Bandoeng puis, de retour au pays, il intègre le Comité d'action politique et sociale pour l'indépendance de Madagascar (CAPSIM), le parti nationaliste de Tamatave.

Les opposants au pouvoir PSD, ceux qui considèrent que le nouveau statut octroyé à Madagascar en 1960 n'est pas satisfaisant car n'opérant aucun changement fondamental par rapport à la colonisation, optent pour l'adhésion à l'AKFM ou le MONIMA, surtout en fonction de leur milieu social d'origine. Mais l'un comme l'autre se trouvent gênés dans leurs activités militantes. Dirigeants et membres des sections régionales peuvent être arrêtés et détenus de façon souvent arbitraire et subissent toutes sortes d'intimidation. L'accès aux établissements publics est pratiquement interdit à

[3] L. Rabearimanana, *Les Malgaches et la vie politique durant la colonisation pour l'indépendance, mais que de divisions !*, à paraître.

leurs enfants, par exemple, de même qu'ils se voient refuser les emprunts bancaires pour différents prétextes surtout en milieu rural. Les exactions contre les éléments des deux partis d'opposition culminent lors des élections, l'objectif du pouvoir étant d'empêcher toute représentation de ceux-ci dans les municipalités comme l'Assemblée nationale. Rappelons, néanmoins, l'exception que constitue Tananarive : elle est contrôlée par un maire AKFM durant toute la Première République et au-delà, et par des conseillers municipaux majoritairement issus de ce même parti. Il est difficile, en effet, d'y exercer des pressions lors des campagnes, et de commettre des fraudes le jour du scrutin proprement dit. En outre, pour les autorités, laisser l'AKFM, le plus modéré, le plus légaliste des deux partis d'opposition, obtenir une parcelle de pouvoir, c'est un moyen de se targuer d'être démocrate et de faire régner le multipartisme dans le pays, un simple multipartisme de façade. Mais les difficultés d'expression de l'opposition n'empêchent pas certains Malgaches de militer pour leur idéal et leurs aspirations politiques : différents milieux sociaux s'investissent dans l'AKFM et le MONIMA.

2. ELITES, PETITS BOURGEOIS, MASSES PAYSANNES : MEME COMBAT :

Le PSD devient rapidement un colosse dans l'échiquier politique malgache. Le recrutement de ses membres s'effectue de manière toute naturelle. Y adhérer, en effet, c'est être assuré de faire partie de la « nomenclature », et d'en percevoir les dividendes, c'est se sentir en confiance, éloigné des intimidations ou des poursuites éventuelles frappant les opposants ou ceux qui disent « ne pas faire de politique ». Pouvoir montrer sa carte du parti, c'est voir ses démarches administratives facilitées, c'est jouir de différents privilèges et faire valoir ses droits. Pour bon nombre de membres officiels du parti au pouvoir, avoir « sa carte », c'est donc un moyen d'obtenir des avantages, de se faciliter la vie, d'éviter de s'attirer des ennuis. L'on se demande ainsi si les convictions politiques interviennent pour beaucoup dans leur adhésion au PSD. Toujours est-il que pour les raisons sus-citées, les membres de ce parti se recrutent dans tous les milieux sociaux. Il en est de même pour l'AKFM et le MONIMA, même si les motivations en sont bien éloignées.

A - Elites côtières et luttes contre le pouvoir PSD :

Les élites côtières qui émergent durant la décolonisation continuent à militer durant la Première République, dans l'Etat indépendant. Les sections de l'AKFM disséminées dans les villes moyennes et petites de la côte, dans l'Est, le Nord Est, le Sud Est, dans la région de Tuléar, de Morondava, de Majunga, de Marovoay, de Mampikony-Port Bergé, dans la province de Diégo-Suarez, sont dirigées par des notables et des membres de ces élites. Celles-ci, d'origine autochtone ou migrants de plus ou moins longue date, formées dans les écoles régionales ou les établissements confessionnels travaillent, en général, comme cadres moyens ou employés dans le secteur privé ou comme enseignants ou membres des institutions protestantes. Beaucoup sont planteurs de diverses envergures ou commerçants. Dans ces régions où la pratique des cultures de traite ont attiré des migrants de toutes origines géographiques et ethniques, qui deviennent planteurs, métayers ou ouvriers agricoles, se développe une société rurale dynamique sur le plan économique, sensible aux problèmes engendrés par l'oppression colo-

niale et ouverte à la propagande nationaliste. Contrairement aux habitants des régions enclavées et peu en contact avec les idées politiques diffusées à partir de Tananarive[4], et à se prononcer pour n'importe quels tenants du pouvoir, ces membres des élites côtières, qui se distinguent déjà pour leur opposition au régime en place durant la décolonisation et dans les luttes pour l'indépendance, poursuivent leur combat, contre le néocolonialisme après 1960. Rares sont, dans leurs rangs, les fonctionnaires, non que ceux-ci ne puissent pas partager les revendications de l'opposition mais parce que ce serait la menace permanente de révocation ou de leur stagnation dans la carrière. Ils sont d'ailleurs souvent utilisés par leurs responsables du PSD, souvent en même temps leurs supérieurs hiérarchiques dans le travail, pour appliquer la politique de représailles et d'intimidation contre les non-membres.

Quant aux notables, les vrais, qui constituent les « chefs naturels » des populations notamment en milieu rural, issus souvent des hiérarchies pré coloniales dans certaines régions, dans l'extrême Sud, en pays antandroy, mahafaly, masikoro, bara notamment, ils adhèrent volontiers au MONIMA, entraînant dans leurs convictions politiques l'ensemble de leurs grandes familles et leurs lignages. On retrouve ce même mouvement chez les notables betsimisaraka du Nord Est, dans les régions de Mananara Nord, Maroantsetra, Antalaha - Sambava, qui après avoir rejoint les rangs du MDRM au lendemain de la guerre, subi les rigueurs de la répression qui a suivi « 1947 », militent dans l'UPM puis au sein de l'AKFM, influençant dans ce sens les autres éléments de leurs familles également.

Par contre, dans l'Ouest, dans le Menabe, et dans le Nord Ouest, en pays tsimihety et Antankarana, l'appareil administratif pré colonial, les « mpanjaka » (« rois ») locaux poursuivent une tradition datant de la colonisation consistant à soutenir l'occupant et qui, sous la Première République, vise à pérenniser la présence française en soutenant le régime PSD. Cette même situation prévaut chez les « mpanjaka » et notables antaifasy, dans le Sud Est, qui, au début de la colonisation, ont épaulé l'armée coloniale durant les opérations de pacification, puis au début de la décolonisation ont participé à la fondation du PADESM avec des intellectuels tsimihety entre autres. Tous adhèrent, en toute logique, au PSD ou à l'Union démocrates sociaux de Madagascar, l'UDSM, issue de l'aile droite du PADESM défunt à la fin des années 1950. Le régime PSD tente, en 1962, dans un souci d'unification de la vie politique, de réconciliation nationale, d'organiser un rapprochement entre tous les partis politiques, d'opposition ou non. Mais chacun des deux camps, celui du pouvoir et celui des autres, campant sur des positions antagonistes, l'union échoue, le PSD se retire des négociations[5]. Philibert Tsiranana, président de ce parti, essaie également de gagner à ses vues des leaders côtiers comme le président du MONIMA, Monja Jaona, mais leurs idéologies, leurs objectifs politiques sont tellement éloignés les uns des autres que là aussi, toute entente s'avère impossible. Néanmoins, dans cette même période du début des années 1960, c'est l'ensemble des dirigeants du parti au pouvoir qui s'efforcent soit de persuader, soit d'intimider les notables non acquis à la cause du régime, pour qu'ils se rallient à celle-ci. Mais bon nombre résistent et se montrent résolus à lutter pour des convictions poli-

[4] J. Cole, « Quand la mémoire resurgit. La rébellion de 1947 et la représentation de l'Etat Contemporain à Madagascar », *Terrain* n° 28, mars 1997, pp. 9 - 28.

[5] L. Rabearimanana, op. cit.

tiques contraires à celles du pouvoir. Ils critiquent le despotisme de celui-ci, son inféodation trop marquée à l'ancienne puissance colonisatrice, son peu d'intérêt pour les masses populaires..., par media des partis interposés ou lors des campagnes électorales, au risque de se faire arrêter, voire spolier de certains biens. Comme durant la colonisation, « faire de la politique » sous la Première République, en réalité s'opposer au régime en place, suppose un puissant esprit de sacrifice, c'est militer pour l'intérêt supérieur de la nation plus que pour des ambitions personnelles, du moins pour certains hommes politiques, c'est s'attendre à subir humiliations et sévices pour ses idées. Les masses populaires sont les premières victimes de l'oppression coloniale et néocoloniale mais, dans le Sud notamment, c'est ce qui les a poussées à se décider à s'opposer au régime de manière violente.

B – Les masses paysannes contre l'administration coloniale :

C'est en milieu rural, loin du pouvoir central, que l'administration subalterne règne le plus en maître et peut se permettre d'opprimer la population et abuser de son autorité, en dépouillant les citoyens de toute liberté, en les humiliant notamment lors de la perception des impôts. Cela n'empêche pas les citoyens de prêter attention au discours des opposants, au contraire. Malgré les intimidations et les menaces de toutes sortes, certains adhèrent à l'AKFM dans les sections des petites villes, aussi bien sur les Hautes Terres qu'à la côte. C'est par villages entiers que les paysans adhèrent au MONIMA dans le Sud et le Sud Ouest ou dans les zones des grandes entreprises agro-industrielles du Nord Ouest ou encore dans le Vakinankaratra ou dans la région de Tsiroanomandidy autour de l'Imerina, comme c'était déjà le cas en 1946 pour le MDRM. Vu la permanence des structures sociales traditionnelles, de la solidarité familiale ou villageoise, c'est l'ensemble de la communauté et plus rarement l'individu qui s'inscrit comme membre d'un parti, d'où la force que celui-ci peut représenter sur le plan local.

Il n'est pas étonnant alors que, contrainte à garder le silence quelles que soient les contraintes dont elle est victime et les humiliations que l'administration lui inflige, ne pouvant exprimer ses mécontentements lors des élections, la masse paysanne manifeste bruyamment son opposition au régime. C'était le cas en avril 1971 dans le Sud, lors de révolte contre l'administration organisée par le MONIMA, qui devait éclater dans de nombreuses régions du pays mais que le pouvoir a réussi à étouffer dans l'œuf[6]. Le milieu rural subit plus que les habitants des villes les effets de l'oppression administrative, comme durant la colonisation. Et comme toute forme légale d'expression y est inexistante, la « fureur paysanne », selon l'expression de Roland Mousnier, explose, entraînant de nombreuses victimes de la répression et fragilisant, de ce fait, le régime lui-même. Celui-ci tombe un an plus tard, par l'intervention d'autres couches de la société malgache, des citadins, en 1972.

C – Les étudiants tananariviens et la remise en question des institutions :

Dans les villes en Imerina comme en province, l'AKFM recrute bon nombre de ses membres parmi les éléments de classes moyennes. Commerçants de différentes envergures, artisans aisés, employés et cadres moyens du secteur privé, propriétaires

---

[6] L. Rabearimanana, *Madagascar sous la I^re^ République (1959-1972) : les espoirs déçus*, (à paraître).

immobiliers et rentiers, médecins et personnels de nombreuses écoles protestantes, se distinguent par un certain conservatisme, par le souci de préserver leur rang social, de rechercher leur confort matériel. Ils tiennent aussi à maintenir la distance par rapport aux masses populaires pauvres et souvent de souche servile, et tout en s'opposant au pouvoir établi, ils se prononcent résolument contre la remise en question des institutions légales. Le parti de leur choix ne s'est-il pas déclaré en accord à 60 % avec les idées du PSD en 1965 ? Considéré par certains comme « l'opposition de sa Majesté », l'AKFM et ses adhérents petits bourgeois ne risquent pas d'inquiéter le régime outre mesure.

Ils sont, de ce fait, éloignés sur le plan social ainsi qu'en ce qui concerne les objectifs des luttes politiques de milieux tananariviens plus dynamiques constitués par les intellectuels membres ou sympathisants du MONIMA. Enseignants des lycées et collèges, ingénieurs, avocats, médecins, plus rarement professeurs d'Université, ceux-ci se rapprochent des couches prolétariennes des quartiers pauvres et insalubres de l'Ouest de la ville pour dénoncer le caractère néo-colonial du régime de la Première République et prônent volontiers le renversement de celui-ci pour mettre en place la dictature du prolétariat. Groupe minoritaire parmi les opposants qui militent dans la capitale, leur dynamisme est tel qu'ils parviennent à influencer l'idéologie des étudiants contestataires qui remettent en question les structures de l'enseignement à Madagascar. A partir de 1968-1969, sans qu'on puisse percevoir l'écho des mouvements de la même période en France, les étudiants se rendent compte que, d'une part, l'enseignement reste marqué du sceau de la colonisation dans la mesure où l'Ecole de Médecine continue à fonctionner, à côté de la Faculté du même nom. Il existe donc toujours une discrimination entre les médecins de Befelatànana et ceux qui sortent munis d'un diplôme d'Etat. D'autre part, les étudiants de l'Université la plus grande et la plus prestigieuse de l'océan Indien constatent que l'enseignement qui leur est dispensé n'est que l'imitation de celui de l'ancienne métropole et n'est donc guère adapté aux besoins de la société locale, à l'identité et à la culture malgache. De ce fait, l'enseignement supérieur n'est destiné qu'à une mince couche de la population malgache, ce qu'ils dénoncent. Ils prônent donc une démocratisation et une malgachisation de l'enseignement malgache à tous les niveaux. Les jeunes intellectuels et les étudiants de l'Université, qui opèrent un rapprochement avec le MONIMA et donc les masses paysannes, constituent donc l'aile marchante de la classe politique malgache de la Première République malgache, dans les années 1960. Ils prolongent ainsi l'action militante de l'Union nationale des intellectuels et universitaires malgaches (UNIUM) de la décennie précédente qui, sous la Loi-cadre, a animé les luttes pour l'indépendance, notamment en prenant l'initiative de réunir les différents partis et personnalités nationalistes éparpillés dans diverses organisations et risquant d'œuvrer séparément les uns des autres. Remarquons enfin, le cas d'un autre (petit) groupe d'intellectuels travaillant étroitement avec des chercheurs français de l'ORSTOM, très marqués à gauche, qui a sensibilisé les populations des quartiers pauvres d'Antsirabe et des milieux ruraux du Vakinankaratra pour leur faire prendre conscience de la nécessité de renverser le régime néo-colonial. La découverte du « complot Régis Roy » en septembre 1971 et l'arrestation des principaux militants du groupe s'ajoutent à la répression dont sont victimes les opposants au régime, signe d'une fin de règne, celui du « capitalisme impérialisme », selon la terminologie du MONIMA de l'époque, des anti-PSD en général, qui militent pour l'avènement du socialisme à Madagascar.

3. POUR L'AVENEMENT DU SOCIALISME :

Le caractère autocratique du régime, la monopolisation du pouvoir, des activités politiques et de la représentation à l'Assemblée nationale par le PSD à cause de l'absence des libertés démocratiques alimentent le mécontentement des populations malgaches même si elles ne peuvent pas l'exprimer par les institutions officielles. Elles se rendent compte aussi que non seulement l'indépendance n'a pas amené la fin de la présence française, mais encore que le nouveau statut maintient l'essentiel des structures du régime précédent pour la suppression duquel bon nombre de Malgaches se sont prononcés au lendemain de la guerre. L'alternative idéologique et politique à ce régime décevant de la Première République est toute trouvée, dans une ambiance politique internationale marquée dans les années 1960, comme dans la décennie précédente, par la guerre froide. Chacune des deux tendances politiques malgaches, le PSD et le pouvoir d'une part, et l'opposition formée par l'AKFM et le MONIMA d'autre part, prend position dans ce contexte, qui se répercute à Madagascar.

A - L'opposition au PSD et la guerre froide :

Les idées communistes, bien implantées dès les années 1950, ont progressé alors en profitant des luttes pour l'amélioration des conditions de détenus condamnés par suite de l'insurrection et pour leur amnistie. Le groupe des communisants apparaît à cette période comme à la pointe de la contestation du régime, d'autant plus que leur sens de l'organisation et leur dynamisme sont parvenus à surmonter un anticommunisme qui ne s'est jamais démenti et que l'on retrouve à la fois chez les tenants du pouvoir et leurs soutiens autochtones et chez les nationalistes « bourgeois », pour certains aidés par les institutions chrétiennes. Il a également milité pour une indépendance véritable, à obtenir grâce au dialogue avec les représentants du monde des travailleurs français. Le statut octroyé en juin 1960 à Philibert Tsiranana, tard venu aux revendications de l'émancipation, ne peut satisfaire les nationalistes de la première heure, communistes ou non. Le régime néo-colonial bâti par celui-ci et son choix résolu pour le camp occidental, notamment dans les relations avec la France et sur le plan international, ne peuvent que confirmer l'opposition dans son option pour le régime socialiste.

L'AKFM bénéficie des relations tissées par l'équipe des communisants dans les années 1950 et consolide ainsi les liens existant entre l'UPM et le PCF et le PCUS, tandis que le Comité de Solidarité de Madagascar, organisation devenue son satellite, travaille étroitement avec le Secours populaire français et le Secours rouge international. De même, le syndicat FISEMA formé en 1956 après l'indépendance des sections de la CGT continue à entretenir une étroite collaboration avec la centrale syndicale mondiale contrôlée par le camp socialiste. Bref, l'AKFM et les organisations qui lui sont rattachées font partie de la famille des progressistes proches de l'URSS et des démocraties populaires de l'Europe centrale et orientale, sans pour autant faire partie de la IIIème Internationale, ne remplissait pas les 21 conditions. Il n'empêche que leurs statuts et leurs fonctionnements s'apparentent à bien des égards à ceux de leurs « camarades » du camp des pays socialistes voguant dans le sillage de l'URSS.

Quant au MONIMA, son organisation interne, les milieux sociaux d'origine de la plupart de ses membres - des paysans pauvres surtout - le rapprochent plutôt du maoïsme et des socialistes de la République populaire de Chine. Il milite, en effet,

pour le « fitovian-tsaranga », c'est à dire pour l'égalité de tous, donc pour l'abolition des classes sociales, pour une société sans classe. Ainsi, des dirigeants de ce parti ont rendu visite aux dirigeants de la Chine populaire et s'y sont rendu à plusieurs reprises, notamment au début des années 1970. Le Président Monja Jaona s'est toujours montré jaloux de l'indépendance de son mouvement. Il espérait une aide du grand pays socialiste sous forme d'armes, attendue en particulier lors du soulèvement du Sud conduit par le parti en avril 1971. Du côté des démocraties populaires de l'Europe orientale, le MONIMA entretient de relations plutôt avec l'Albanie, petit Etat économiquement peu important mais considéré par l'AEOM, Association des Etudiants Malgaches de France qui sert d'antenne au parti, comme idéologiquement plus « correct » vis à vis du socialisme scientifique. Bref, les deux parties optent chacun pour des relations avec les deux chefs de file des Etats socialistes mondiaux, tout en s'opposant explicitement pour le rejet du camp occidental des « capitalistes – impérialistes ». Le blocage de toute vie politique démocratique pousse le MONIMA à rejeter la lutte légale pour faire triompher ses idées, et recourir à la force pour essayer de s'imposer.

B - Une démocratie bloquée et le recours à la contestation illégale :

L'absence de liberté dans les activités politiques, l'intervention permanente du pouvoir pour neutraliser les partis d'opposition et, par là même, l'ensemble des citoyens qui se trouvent donc dans l'impossibilité d'exprimer leurs idées bloquent le jeu de la démocratie. Seule peut être entendue la voix du PSD, notamment lors des élections. L'opinion publique, formée tout au long des décennies de luttes anticoloniales au moins dans la capitale est condamnée à se taire au lendemain de l'indépendance.

Face à cette situation, les deux partis d'opposition adoptent des positions différentes. Ils participent d'abord tous les deux aux élections, pensant ainsi utiliser les institutions de la République pour placer des représentants dans les instances législatives et/ou délibératives. Mais leurs équipes préparant les opérations électorales sont neutralisées par la force par l'administration, certains dirigeants et militants étant même arrêtés et détenus sans motifs officiels ni jugement au début des campagnes puis relâchés tout aussi rapidement au lendemain du scrutin. Aussi les élections se caractérisent-elles toujours par des taux exagérément élevés de participation et se soldent, sans surprise, par la victoire de Philibert Tsiranana à chaque élection présidentielle, et de ses partisans à toutes les législatives. Il n'en reste pas moins que l'AKFM, légaliste, et dont les membres se recrutent parmi la petite bourgeoisie urbaine en majorité, préfère se cantonner dans l'utilisation des institutions pour faire entendre ses idées et ses prises de position dans ses organes de presse, lors de ses congrès et à l'occasion des campagnes électorales. Nous avons constaté que c'est seulement dans la capitale qu'il parvient à gagner trois sièges de députés. C'est le MONIMA qui souffre plus particulièrement des intimidations avant les élections, et des représailles au lendemain de celles-ci et en temps ordinaire, vu la violence de ses opinions et que c'est surtout en milieu rural, tany lavitr'andriana (loin des autorités), qu'il milite. N'étant jamais parvenu à placer un seul représentant dans aucune instance élective décide, à partir de 1967, de ne plus participer aux élections, et de se préparer à des luttes illégales pour imposer ses idées et les intérêts des populations rurales pauvres.

L'année 1971 sonne le glas de la Première République avec l'organisation de plusieurs manifestations bruyantes des forces d'opposition. Celles-ci commencent d'abord par les agitations des étudiants de l'Ecole de Médecine dénonçant la précarité de leurs conditions d'études et bientôt la permanence des institutions sociales héritées de la colonisation. Puis ils sont suppléés par ceux de l'Université qui se mettent à leur tour en grève en mars – avril de la même année, tandis que c'est le 1er avril qu'éclate le soulèvement paysan du Sud animé par le MONIMA, noyé dans une répression musclée. En plus, le PSD, au sommet de sa puissance, est miné de l'intérieur par des luttes d'influences qui aboutissent à l'arrestation du second homme fort du parti et de l'Etat malgache, André Resampa, secrétaire général de l'organisation et ministre de l'Intérieur ainsi que de son équipe. Enfin, en septembre, c'est le « complot Régis Roy » que le pouvoir découvre, et les membres de ce groupe d'extrême gauche rejoignent dans les geôles de l'Etat PSD, leurs camarades du MONIMA. Les grèves estudiantines qui se poursuivent l'année suivante et qui s'étendent aux élèves de l'enseignement secondaire dans l'ensemble du pays achèvent de faire tomber le « colosse aux pieds d'argile ». Faute de pouvoir compter sur une alternance démocratique, l'opposition au régime de la Première république, encadrée dans le MONIMA ou agissant en dehors d'organisations politiques ou syndicales comme c'est le cas du mouvement estudiantin, ne peut que recourir à des manifestations extérieures aux institutions légales. L'AKFM, par contre n'a pas participé à celles-ci, il s'est toujours réfugié dans une opposition purement formelle et très pacifique.

CONCLUSION :

L'échiquier politique de la Première République malgache s'avère aisé à établir. A droite, le PSD œuvre pour que le nouveau statut du pays, obtenu en 1960, apporte le moins de modifications possibles au régime antérieur, à ses institutions politiques et économiques notamment. Son tout puissant président s'est toujours montré résolu à maintenir le pays dans le giron du monde libéral capitaliste. Pour l'AKFM et le MONIMA, par contre, en dépit des différences des milieux sociaux de recrutement de leurs membres, et de leurs stratégies de luttes, l'objectif demeure l'avènement du socialisme à Madagascar. Ils se rangent effectivement dans le camp des pays de l'Est, militant pour une « souveraineté véritable » pour le pays, pour une amélioration des conditions d'existence de ses citoyens. Néanmoins nous plaçons volontiers le second plus à gauche du premier, vu non seulement la hardiesse de ses prises de position mais encore son recours à des moyens non légaux pour réaliser ses objectifs.

Nous remarquons aussi, sous la Première République, l'implication des différentes couches de la société aux luttes politiques menées par l'opposition, quelles que soient les entraves au militantisme posées par l'Etat et le parti au pouvoir. Les classes moyennes des villes utilisent les institutions de la République pour exprimer leurs idées. Certains intellectuels de gauche de Tananarive prennent leurs responsabilités en dénonçant le néo-colonialisme du régime et en organisant des manifestations et des grèves. Les milieux paysans, de nombreux notables compris, premières victimes du pouvoir autocratique osent braver les représentants de celui-ci par un soulèvement qui n'a éclaté que dans le Sud mais qu'ils voulaient étendre à d'autres régions, en

avril 1971. Et la chute du régime résulte de l'action combinée de l'ensemble des organisations politiques d'opposition, où se retrouvent ces différents milieux sociaux. Nous percevons ainsi une unité d'action incontestable chez les Malgaches qui s'opposent aux tenants du pouvoir. Les divisions ethniques peuvent être perçues, certes, sont vécues par tous, mais aucune organisation, le PSD compris, ne compte les exploiter à des fins politiques. L'idée d'unité nationale, héritée des nationalistes de la période de la décolonisation reste ancrée chez les hommes politiques malgaches, ce qui les conduit aussi à ne pas remettre en cause le caractère centralisé de l'Etat.

Enfin, la Première République disparaît après 12 ans d'existence et si le PSD reparaît par la suite, sous d'autres dénominations, il ne retrouve plus sa force de l'époque. Par contre, l'AKFM et le MONIMA survivent au régime néo-colonial, malgré les nombreuses vicissitudes auxquelles ils se sont heurtés : répressions politiques, divisions internes, scissions aiguisées de l'extérieur, conjoncture internationale défavorable. Il se maintient, de nos jours et probablement pour longtemps encore, une culture politique AKFM et surtout MONIMA, en dépit de l'appauvrissement idéologique et de la perte d'une éthique que les Malgaches recherchent avec insistance actuellement dans ce domaine.